

La bataille de Poitiers

Le secteur public tient ici le haut du pavé. Le secteur concurrentiel a du mal à trouver sa place dans une ville où la mairie favorise la création d'emplois municipaux. Reportage avec ceux qui contestent la suprématie du public sur le privé.

Il a tout du baba cool. Le tutoiement facile, les lunettes rondes, la poignée de main chaleureuse. James Lay est un libéral qui décoiffe. C'est dans son bar, le Love Money Café, au cœur du centre-ville de Poitiers, que se rencontre la crème des jeunes entrepreneurs de la capitale de la Région Poitou-Charentes. Et le gérant, docteur en droit, annonce la couleur au fronton de son établissement où il a fait peindre en lettres jaunes le principe qui l'anime : « *Développons l'esprit d'entreprise.* » Un parti pris qui détonne dans une ville où plus de la moitié de la population active (51 % exactement) exerce un emploi dans... la fonction publique.

Le Love Money Café a connu des débuts difficiles : « *Mon bar est situé entre le rectorat*

et l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres). Ma clientèle m'a vite tourné le dos quand j'ai commencé à afficher mes idées... Vexations, graffitis, l'esprit d'entreprendre dérange. Mais la cohabitation semble désormais admise : « *Je mets en relation des chômeurs et des créateurs d'entreprise, ainsi que des porteurs de projets avec des investisseurs potentiels. Où est le mal ?* »

Pour certains, il réside dans la simple formule peinte sur la façade : une provocation, selon eux. Pourtant, la démarche de James Lay, inspirée d'un concept américano-canadien, ne cherche qu'à vanter l'esprit d'entreprise en affirmant que l'épanouissement personnel compte autant que le projet lui-même et que les capitaux engagés.

Outre l'investissement de proximité, James

Lay organise des « verres de contact » (définition empruntée à Antoine Blondin). Objectif : mettre en relation « *des citoyens d'horizons divers* ». L'Agenetech, un laboratoire de recherche scientifique et une des entités technologiques de la Région Poitou-Charentes est né au Love Money Café.

« *Le tissu relationnel de l'économie locale est difficile à pénétrer. J'ai fait mes études à Poitiers et grâce au Love Money Café, j'ai pu entrer en relation avec des investisseurs* », explique Nicolas Pineau, 32 ans, créateur de l'agence de communication Agence Pineau.

Dans une ville où l'emploi public recense plus d'une personne active sur deux, un contact direct bouscule les procédures et les habitudes. Parfois avec un regard ironique sur la situation particulière de la ville. « *L'autre jour, raconte Thierry, fonctionnaire de cadre A, on a réfléchi pendant trois heures pour décrypter une circulaire. Elle était évoquée un mystérieux polygone de sustentation...* »

Il faut reconnaître qu'il existe aussi dans

James Lay, 48 ans, a créé le Love Money Café en 2000. C'est le rendez-vous incontournable de tous les créateurs d'entreprise en quête de relations.



Le service public vit pour lui-même

capitale régionale des obstacles structurels à l'absence d'emplois concurrentiels du secteur privé. Lorsqu'une entreprise canadienne a souhaité s'installer en Poitou-Charentes, avec le projet de créer 600 emplois, elle a préféré aller s'installer à Châtelleraut, sous-préfecture de la Vienne, plutôt qu'à Poitiers, la préfecture, qui ne bénéficie d'aucune subvention, ni nationale ni européenne, en raison d'un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale dû au nombre d'emplois proposés par la fonction publique. Et la boucle est bouclée.

Voilà pourquoi les fonctionnaires sont devenus le tracassin des entrepreneurs locaux. Non pas pour ce qu'ils sont : employés de l'Etat ou des collectivités, ils sont considérés avec bienveillance et jugés « plutôt arrangeants ». Le problème, c'est la culture bureaucratique qui, dit-on, imprégnerait toute la ville. Et c'est un syndicaliste qui le déplore : « *Le secteur public vit pour lui-même et n'a pratiquement pas de lien avec la réalité économique*, constate France Joubert, ex-permanent de la CFDT redevenu simple militant. *Je ne suis pas pour le tout-marché, mais il est nécessaire de créer un marché concurrentiel.* »

Même la composition du conseil municipal reflète cette situation : plus de la moitié des 53 conseillers municipaux, droite et gauche confondues, exercent un emploi de fonctionnaire ou sont des retraités du secteur public.

Poitiers ne connaît pas le tourment social des bassins d'activité mono-industrielle en déclin. Cela aurait pu être un atout pour tenter d'accroître la part de l'emploi dans le secteur concurrentiel et attirer de nouvelles activités. Las ! Peu a été fait. Quand arrivent les vacances scolaires, Poitiers se vide en même temps que professeurs et personnels administratifs salariés de l'Education nationale prennent congé. La cité tourne alors au ralenti, au grand dam des commerçants locaux. Ils souhaitent une réorientation du développement économique. Le maire socialiste, Jacques Santrot, y songe lui aussi. Et c'est nouveau : « *Les relations avec la mairie ont d'abord été froides*, se souvient Jean-Bernard Lassalle, membre de la Fédération des agents économiques et vice-président de la chambre de commerce et d'industrie. *Mais elles se sont améliorées depuis trois ans lorsque le maire a compris que nous étions quand même le plus gros employeur du centre-ville. Et un employeur privé...* »

Bien sûr, le temps où l'équipe du maire vanait avec force plaquettes les couchers de soleil sur Poitiers pour attirer les entreprises semble



Une soixantaine de chefs d'entreprise de Poitiers préparent le marathon du Futuroscope. Ils désirent donner une image plus dynamique de leur ville.

révolu. Cependant, aux emplois publics relevant de l'Etat (le CHU et l'Education nationale qui sont les deux principaux employeurs) s'ajoutent les emplois municipaux, toujours en expansion. Le maire Jacques Santrot a ainsi multiplié les postes de salariés communaux. Entre 1977, date de sa première élection, et 2005 (vingt-huit ans plus tard), le personnel municipal a pratiquement doublé alors que la population de Poitiers a augmenté de... 3 %. « *En bientôt trente ans de mandat, le maire a dû recruter près des trois quarts du personnel, qui peuvent se sentir redevables*, résume le député UMP Jean-Yves Chamard. « *Redevables* » mais aussi concernés. La preuve : « *Lors de l'élection municipale de 1995, continue Chamard, qui se battait alors sous l'étiquette RPR, j'avais annoncé dans mon programme que je ne remplacerais pas forcément les départs à la retraite. Eh bien, je l'ai senti passer, la mobilisation des employés municipaux...* » Et le socialiste Jacques Santrot a été réélu pour la quatrième fois.

Des organismes volants non identifiés

Deuxième employeur, après le CHU, la Ville multiplie les structures et favorise la création d'associations paramunicipales subventionnées. Qui ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Ainsi la chambre régionale des comptes observait-elle en 1998 que « *certaines dépenses de fonctionnement ont augmenté plus vite que la moyenne générale de 1989 à 1996 (31,6 %), soit les impôts (+ 94 %), les subventions (+ 75 %), le personnel (+ 45 %)* ».

Certains opposants à la municipalité socialiste considèrent même que Poitiers est devenue la capitale des ovni : les organismes volants non-identifiés.

Ainsi, convaincu d'incarner l'avant-garde

de la scène alternative en Poitou-Charente, Le Confort moderne, lieu artistique de toutes les expérimentations musicales et picturales paraît en réalité bel et bien débranché. L'effet, l'historique de son site internet n'évoque plus de programmation au-delà... 2001. Au point que les artistes se détachent de Poitiers et rallient désormais Angoulême, Niort ou La Rochelle. « *Au début des années 80, on programrait ici de la world music, et cela bien avant qu'elle ne devienne à la mode*, se souvient un observateur de la scène culturelle. *Les programmeurs vivaient en relation avec l'étranger. Aujourd'hui, on "poitevine".* »

Et puis, il y a l'Agence des temps, créée en 2001. Elle mobilise adjoints et employés municipaux afin d'évaluer l'activité et le temps de non-activité des habitants. Au départ, l'idée est loin d'être saugrenue : il s'agit d'adapter les horaires des services publics (guichets, garderies, réclamations, etc.) à ceux des usagers. Autrement dit, d'éviter les embouteillages et bousculades lors d'une inscription en fac, à l'école ou à la bibliothèque. Seulement voilà : le calendrier des rendez-vous scolaires s'étale déjà sur plusieurs semaines, les élèves de 6^e entrant quarante-huit heures avant ceux de 3^e. C'est également le cas à la rentrée universitaire... Autre exemple : 35 heures. Ainsi que le prévoyait la loi Aubry II, les élus sont responsables de l'organisation du temps de travail des agents qu'ils emploient sur le territoire de leur commune. La municipalité a décidé de tenir des forums, car l'Agence des temps veut tout savoir. « *Le système que génère la forte proportion d'emplois publics dans la ville est proche de celui d'une préfecture*, conclut Olivier Coussi, 35 ans, élu municipal d'opposition. *On ne s'ouvre pas à d'autres modes de pensée.* » ■

AZIZ ZEN